

Eau Vive

DÉCEMBRE 2012 N°53

LA LETTRE D'INFORMATION

Actualités

AGIR ENSEMBLE PAGE 2

Eau Vive et L'Arbre à palabres de Yelou

Les ONG influent sur le projet de loi de finances

ZOOM PAGE 3

Soutenir le Mali

DOSSIER PAGE 4/5

La citoyenneté et ses enjeux en Afrique de l'Ouest et en France

ENTRETIEN PAGE 5

Hervé Badolo

DÉVELOPPEMENT PAGE 6

Après les OMD, la campagne Beyond 2015

19 novembre, Journée mondiale des toilettes

S'ENGAGER PAGE 7

Joseph Teixido et le SIAEP

Jean Fréoux

APPEL AUX DONS PAGE 8

Soutenons l'engagement citoyen en Afrique et en France



Eau Vive Actualités, publication semestrielle à 4 000 ex. éditée par **Eau Vive**, 27, rue Léon Loiseau 93102 Montreuil Cedex

tél.: 33 (0)1 41 58 50 50 / fax: 33 (0)1 41 58 50 58

Email: eauvive@eau-vive.org / Site: www.eau-vive.org.

Directrice de la publication **Danielle Touré-Roberget**

Rédactrice en chef **Sophie Bouan**

Comité de rédaction **Virginie Bineau,**

Laurent Chabert d'Hières, Sophie Tolachides,

Jean-Baptiste Ménétrier, Amélie Boissonnet

Secrétariat de rédaction, graphisme **Atelier Large Design**

Photographies **Eau Vive**

Impression **Néotipo** (papier recyclé/encre végétale).

ISSN 1622-0846 novembre 2012.

Eau Vive bénéficie d'un partenariat privilégié avec le Groupe Développement et la SNCF.

ÉDITORIAL

Mobilisation générale pour le Sahel

Les dieux de la pluie ont gratifié le Sahel d'une bonne pluviométrie cette année et malgré des inondations enregistrées de Dakar à Niamey en passant par Dori au Burkina Faso, les récoltes sont meilleures que les quatre dernières années.

En dépit de cette lueur d'espoir, l'année 2012 aura été celle de tous les dangers pour les pays du Sahel: crise sociopolitique et sécuritaire au nord Mali et effondrement de l'État malien, insécurité grandissante dans la sous région sahéenne avec des prises d'otages d'occidentaux,

conflits persistants et sanglants entre éleveurs et cultivateurs dans le triangle frontalier burkinabè, malien et nigérien. Tous les ingrédients d'une instabilité sociopolitique durable et préjudiciable à la paix et au développement.

C'est dans ce contexte qu'Eau Vive a poursuivi son travail d'appui aux acteurs sahéens autour de leurs projets de développement au Burkina Faso, au Mali, au Niger, au Sénégal et au Togo pour ne citer que ces pays, faisant sien l'adage selon lequel, je cite: «*c'est dans*

les moments difficiles que l'on reconnaît ses vrais amis». Ce n'est donc pas le moment d'abandonner le Sahel au sort et à la loi de ceux qui exportent chez les autres la violence, les trafics en tout genre et les armes de déstabilisation. **C'est le moment de se mobiliser** pour soutenir les acteurs du Sahel dans le modelage de leurs projets de société apaisée dans lesquelles le bien-être sera partagé. *Eau Vive* lance ainsi un appel à une mobilisation générale pour le Sahel.

Jean Bosco Bazié

Directeur général adjoint



Les 27 et 28 octobre, Université Eau Vive



À Rennes, une trentaine de participants ont planché sur

la pertinence d'une mobilisation sociale acquise à nos actions de solidarité internationale. Un atelier sur l'éducation au développement, animé par Educasol, a permis de révéler ce qu'Eau Vive fait et pourra faire dans ce domaine. Reste à élaborer des outils adaptés aux sollicitations du public.

"Citoyens engagés" présenté aux Charentais

Le 21 novembre, une centaine de représentants communaux et associatifs étaient invités par les antennes Eau Vive de Vouzan, Ruelle et Champniers à découvrir ce projet novateur. Mame Tacko Diallo, d'Eau Vive Sénégal, a présenté le volet africain de cette mobilisation citoyenne.

Ouverture d'Eau Vive au Togo



Après 20 ans de partenariats, Eau Vive ouvre une délégation à Lomé et une antenne à Kara. Par cette présence de proximité, Eau Vive entend poursuivre sa mission de solidarité internationale dans un pays où près de 60% de la population n'a accès ni à l'eau potable ni à un service d'assainissement.

PARTENARIAT

Eau Vive et L'Arbre à palabres de Yelou



Bernard Fouquet, président Yelou Paris

Consciente des enjeux d'équilibre qui conditionnent un développement local harmonieux entre les différentes communautés et des défis financiers à relever pour le soutenir sur le long terme, l'association L'Arbre à palabres de Yelou s'est concertée avec Eau Vive. En conjuguant leurs forces, ils établissent une collaboration constructive au Niger. Ce rapprochement vient d'aboutir à la signature d'un premier partenariat entre

Eau Vive et l'antenne parisienne de L'Arbre à palabres de Yelou. Cette volonté d'agir ensemble dépasse la notion de prestige personnel en signifiant l'importance donnée au respect des domaines de compétences qui reviennent aux autorités locales. Il s'agit de permettre à la diversité des acteurs en présence, c'est la commune et ses instances élues qui sont en position de pilote avec la participation active de toutes les parties prenantes du territoire. ●

FRANCE

Les ONG influent sur le projet de loi de finances



Eau Vive, en tant que membre de Coordination Sud et de la Coalition Eau, a rejoint de nombreuses ONG pour mener, comme chaque année, un plaidoyer en amont du vote budgétaire de l'État français. Analyse de la place accordée au développement dans le projet de loi de finances (PLF), élaboration et partage de recommandations avec les parlementaires... sont au menu. Sur le budget triennal (2013-2015), le PLF apporte deux nouveautés. ●

La première est le doublement de l'aide via les ONG françaises. Cette avancée sera mise en œuvre progressivement (9 millions d'euros supplémentaires chaque année). La seconde est la taxation des transactions financières. Mais aujourd'hui, alors que cette taxe devait répondre prioritairement aux besoins de financement du développement, seulement 10% y seraient affectés (estimation 2013: 60 millions d'euros, soit 3,75% des revenus). Si les ONG constatent des progrès, elles doivent maintenir leur vigilance et persévérer dans leur rôle d'influence auprès du gouvernement, notamment pour qu'une majeure partie de cette taxe soit bien attribuée au développement. ●

NOËL SOLIDAIRE



Calendrier solidaire 2013
Les rendez-vous de la solidarité internationale
12 €



Cartes de Bonne année
En peulh, wolof, bambara...
6 € le paquet de 4 cartes différentes



« Les Maîtres de l'eau »
Décadée et pleine d'humour, cette BD invite le jeune lecteur à prendre conscience, en quelques répliques percutantes, de la rareté et des inégalités quand il s'agit de l'eau sur notre planète.
Public: 12/16 ans
BD - 15 x 21 cm
7 €



« Vivo raconte Bintou et Valentin »
Au Nord, comme au Sud, l'eau est une ressource rare, moteur de développement mais aussi cause de conflits. Un comportement citoyen s'impose à tous.
Public: 8/12 ans
BD et CD-ROM
10 €



« Les Enfantastiques - Vive l'eau vive »
16 chansons sur l'eau écrites et chantées par des enfants.
CD
15 €

➤ Pour commander
Tél.: 01 41 58 50 50
www.eau-vive.org
boutique solidaire

COUP D'ÉTAT

Soutenir le Mali plus que jamais



Sur les marchés, la vie continue malgré tout.

Mars 2012, le Mali est coupé en deux, l'État s'effondre, des centaines de milliers de personnes fuient vers le sud du territoire ou dans les pays voisins... au-delà du Mali, c'est toute la zone sahéenne qui est concernée. Cette crise a trouvé sa force dans une pauvreté grandissante, particulièrement en zone rurale, dans une aide internationale appliquant une politique sectorisée, plaquée de l'extérieur et accompagnée de politiques d'ajustement structurel imposées par les bailleurs, dans une

« structure étatique » et une construction démocratique fragile avec une décentralisation difficile. Ces différents facteurs ont favorisé les trafics en tous genres et permis, entre autres, aux groupes islamistes de monter en puissance. Loin d'être uniquement une crise de modèle, la situation que traverse le Mali est une crise de capacité de gouvernance des États-nations post indépendances et du difficile apprentissage de la démocratie. La crise au Mali est d'abord l'affaire des Maliens. Aucune solution durable n'est possible en dehors des forces sociales, économiques, politiques, culturelles et militaires nationales. Les appuis extérieurs ne peuvent venir que pour conseiller et accompagner une dynamique locale portée par les acteurs locaux. Aujourd'hui, les pouvoirs publics français reconnaissent, et c'est à saluer, la nécessité de revoir les paradigmes de l'aide au développement et de la concevoir en accompagnement de projets nationaux et non plus en carcan copié de l'extérieur. Dans cette dynamique, le soutien de tous les partenaires du Mali, mais aussi des pays du Sahel, est plus que jamais nécessaire pour accompagner le renforcement d'une démocratie en marche, aider à construire des États de droit et contribuer à répondre aux besoins essentiels des populations. ●

3 QUESTIONS À...

Alassan Nahé directeur Eau Vive au Mali



Quel est l'impact du coup d'État au Mali sur les projets d'Eau Vive?
Pour

l'instant, aucun sur le plan opérationnel, notre équipe est entièrement africaine, ce qui rend légitime notre intervention. En revanche, sur le plan financier, notre difficulté majeure est de remobiliser nos partenaires. Que pensez-vous du retrait de certains partenaires du Nord?

Il n'est pas fondé. Il est vrai que le déplacement d'Européens ou Américains au Mali n'est pas sans danger, mais les projets peuvent se poursuivre sans problème par l'intermédiaire d'ONG professionnelles à partir du moment où elles ont un bon ancrage sur le territoire et mobilisent des compétences locales. La suspension brutale de l'appui au développement m'inquiète particulièrement, elle aurait des répercussions terribles sur la population et ne ferait qu'aggraver la crise.

Quelles sont les conditions de vie des Maliens aujourd'hui?
Au nord, les services de base ne sont pas totalement assurés. Les gens vivent dans l'insécurité, beaucoup d'enfants sont malnutris et le choléra a fait son apparition. Au sud, si la mise en place d'un gouvernement d'union nationale donne espoir, pour les familles démunies, c'est de plus en plus difficile. Elles subissent de plein fouet une flambée des prix sur certains produits de première nécessité. ●

2012

Chronologie d'une crise

➤ **22 mars**
Des militaires renversent le président Amadou Toumani Touré.

➤ **1er avril**
Prise de Tombouctou par les rebelles, qui contrôlent désormais le nord du pays.

➤ **12 avril**
Dioncounda Traoré est investi président par intérim.

➤ **9 mai**
Un accord est conclu entre la junte et la Cédéao.

➤ **21 mai**
Dioncounda Traoré, agressé par des manifestants, quitte le pays.

➤ **28 juin**
Les islamistes du Mujao contrôlent Gao après de violents combats avec des rebelles touareg du MNLA.

➤ **8 juillet**
Le Groupe de contact sur le Mali (six présidents d'Afrique de l'Ouest) demande la formation d'un gouvernement d'union nationale.

➤ **27 juillet**
retour du président Dioncounda Traoré à Bamako.

➤ **29 juillet**
Annonce de la création d'un Haut conseil d'État et d'un gouvernement d'union nationale.

268 000 Maliens ont fui leur domicile depuis le début de la crise.

ENGAGEMENT

La citoyenneté et ses enjeux en Afrique de l'Ouest et en France



Un citoyen est membre d'un État. Il a des devoirs, des droits et les moyens de les faire respecter. Un citoyen engagé et responsable s'identifie à une nation et participe activement à la gestion de ses affaires. Il ne s'agit pas d'être simple figurant!

Les citoyens ne doivent pas se contenter d'être de simples utilisateurs de services ou de subir l'impact de politiques mal adaptées. Ils se doivent de participer au façonnage du « système ». Il est alors nécessaire de donner aux hommes et aux femmes des territoires, les moyens de devenir acteurs du système qui régit leur vie quotidienne. **Dans les pays d'Afrique de l'Ouest**, si les femmes sont sou-

vent exclues des instances de décision, elles ont aujourd'hui conscience de la nécessité d'acquiescer une éducation. Elles sont de plus en plus motrices et portent de nombreux projets économiques. Pour *Eau Vive*, les accompagner à aller plus loin est essentiel. Elles doivent prendre une autre place dans la société, avoir accès aux instances communales et y occuper des responsabilités. **Les élus locaux sont convaincus**

de l'importance du dialogue avec leurs concitoyens et les associent aux prises de décisions. Au Niger par exemple, pour prioriser les enjeux de la citoyenneté, cinq communes de la région de Maradi ont créé en 2006, avec l'appui d'*Eau Vive*, l'association des communes du canton de Kornaka (ACCK). Des concertations entre ces communes (services intercommunaux, femmes, jeunes) se sont développées. La radio intercommunale Gyaré, espace de débats essentiel, a permis une prise de conscience du rôle et de la responsabilité de tous. Depuis 2009, ces communes et quatre de Basse-Normandie, se sont engagées dans une coopération décentralisée. Soutenues par *Eau Vive* au Niger et en France, elles mènent le programme concerté Kornaka-Basse-Normandie (PCKBN). **Yahaya Garba, maire de la commune d'Adjekoria**, confirme l'importance d'encourager la participation citoyenne au Nord comme au Sud : « *En France, les moyens techniques dont dispose l'État laissent peu de chance à l'incivisme fiscal par exemple. Tout citoyen est obligé d'honorer ses devoirs. En 2009, dans le*

cadre d'une mission d'échanges avec nos partenaires bas-normands, nous avons été invités à la rencontre de mi-mandat d'un maire. Il présentait publiquement le bilan de sa gestion, en invitant les habitants de la commune à une grande réunion-débat. Nous avons été choqués par l'absence d'autres élus et de la population, mais aussi par la légèreté des questions posées au maire qui avait pourtant dressé un bilan précis de toutes les actions réalisées et à réaliser. Nous attendions d'une vieille démocratie un débat de haut niveau, pour nous en inspirer. En effet, cet exercice, nous paraît un réel moyen de dialogue concret et sans tabou avec la population et un devoir pour elle d'y participer... ».

En France, comme en Afrique, le défi n'est pas tant d'avoir accès à la citoyenneté, que de l'exercer pleinement. L'enjeu est d'inciter les jeunes à se responsabiliser, les associations locales à se mobiliser, afin que les politiques et actions incluent véritablement la société civile. **Voter, faire entendre ses préoccupations**, participer aux instances de décision, jouer un rôle de contre-pouvoir sont autant d'actions clés que les citoyens doivent s'approprier et mener de manière structurée, afin de prendre part aux décisions locales. Les crises actuelles, sociales, économiques, alimentaires, environnementales, ne se résoudront pas sans eux. ●

“Nous pouvons apporter quelque chose à nos partenaires occidentaux”



Yahaya Garba, maire de la commune d'Adjekoria au Niger de 2004 à 2009

« Sur demande de nos homologues bas-normands, nous avons présenté la démarche de l'élaboration d'un plan de développement communal (PDC). C'est un document cadre issu d'un processus participatif et itératif qui définit, après diagnostic et pour une période donnée, les orientations de développement de la collectivité locale, les actions prioritaires à mener, les ressources à

mobiliser et à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs que la commune s'est fixés. Il est aussi un outil opérationnel de la décentralisation. L'élaboration du PDC constitue un cadre de dialogue entre les populations et leurs représentants et d'engagement pour les actions à mener. Il y a une démarche participative qui implique toutes les couches de la population, jeunes, vieux, femmes,

autorités administratives et coutumières, services techniques de l'État. C'est un engagement pour l'ensemble de la population. Cette démarche a impressionné nos homologues bas-normands. Nous avons pris conscience que nous pouvons également apporter quelque chose à nos partenaires occidentaux, même sur la question de la démocratie. »

PRATIQUE

Hervé Badolo Conseiller municipal de Pouni-Nord au Burkina Faso



Qu'est-ce qui a motivé votre engagement à Eau Vive?

Avant tout, je suis convaincu que la vie d'un homme prend tout son sens quand elle est utilisée pour construire et préserver les équilibres de la société. Chacun de nous doit être utile à l'autre. Par ailleurs, l'accès de tous à l'eau, en dépit des efforts consentis, demeure un grand défi pour le Burkina Faso et nécessite l'engagement de chacun. J'ai trouvé à *Eau Vive* des réponses à ce défi, mais aussi des valeurs d'humanisme et de solidarité qui correspondaient à mes idéaux. Alors, je suis devenu adhérent.

Comment êtes-vous devenu conseiller communal de votre village?

J'ai toujours été très engagé pour toutes les questions touchant le développement de

Pouni-Nord. Avec les autres ressortissants du village résidant et travaillant dans les grandes villes, nous étions très actifs pour trouver des réponses aux nombreuses difficultés qui se posent à un village africain ordinaire. Au moment de la communalisation, les anciens, les femmes et les jeunes de mon village m'ont demandé de faire partie de leurs représentants (au nombre de 31) au conseil municipal. Je rappelle qu'une commune au Burkina Faso est constituée d'un regroupement de plusieurs villages. J'ai d'abord hésité, au regard de ma charge de travail. Mais devant l'insistance de tous ces gens, qui plaçaient leur confiance en moi, j'ai fini par accepter et j'ai été élu lors des municipales d'avril 2006.

Vous représentez-vous aux prochaines élections du 2 décembre 2012?

Non, je ne suis pas candidat. J'ai travaillé, au cours de mon mandat, étroitement et en toute harmonie avec l'ensemble de mes frères et sœurs de Pouni-Nord. Ce mandat a été pour moi une expérience riche et passionnante. Je me suis investi sans calcul, parce que j'ai toujours eu la plus haute estime

pour les femmes et les hommes de ce village qui m'a vu naître. Mais, dans la mesure où j'envisage cette représentation comme susceptible d'être exercée par chacun de nous, entouré et soutenu par tous les autres, il est important que je passe la main. Mais je resterai très engagé pour tout ce qui touche l'intérêt de Pouni-Nord, comme je l'ai toujours été.

Avez-vous participé à l'opération d'« enrôlement biométrique » sur les listes électorales?

Oui, avec beaucoup d'enthousiasme. Nous étions un certain nombre de Pouni-Nord, résidant à Ouagadougou et d'autres villes. Nous nous sommes organisés un week-end, pour aller nous faire enrôler au village et susciter ainsi l'intérêt de l'enrôlement pour nos frères et sœurs restés au village, mettant à profit ce moment privilégié pour discuter, comme à chaque fois, de la vie du village avec nos parents qui y résident.. ●

* Enrôlement biométrique: enregistrement des photographies et des empreintes digitales des électeurs afin d'éviter toute fraude électorale.

NATIONS-UNIES

Après les OMD, la campagne Beyond 2015

À trois ans de l'échéance des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) adoptés en 2000, des consultations sont ouvertes par les Nations Unies afin de réfléchir à l'agenda après 2015. La société civile est consciente de l'impact de ces engagements internationaux sur les États et leur population. De fait, elle lance à l'échelle mondiale la campagne «Beyond 2015» relayée en France par l'Action mondiale contre la pauvreté (AMCP). Face à cette échéance internationale, le défi pour l'eau et l'assainissement reste essentiel. Aujourd'hui, l'heure est au bilan et aux perspectives d'avenir. Comment les OMD ont-ils influencé les politiques

du secteur? Un nouveau cadre post-2015 est-il souhaitable? Si oui, quelles devraient être ses caractéristiques et ses priorités?...
Si l'OMD eau semble être atteint, certains pays d'Asie et d'Afrique subsaharienne restent en-deçà des objectifs, avec de fortes disparités d'accès à l'intérieur de leur territoire. Les populations les plus démunies, notamment en milieu rural, sont les plus affectées. **L'accès à l'assainissement reste très faible** et impacte fortement la santé et la qualité de vie des populations. Cet OMD est loin d'être atteint, alors qu'il permettrait des économies considérables en matière de santé publique. Malgré tout,

des progrès existent. Ils sont parfois atténués par une croissance démographique importante. **En Afrique de l'Ouest, les OMD ont été un véritable levier** pour la définition de politiques publiques nationales cohérentes afin d'améliorer l'accès des citoyens à l'eau et à l'assainissement. Les espaces de concertation de la société civile se sont ouverts. La définition d'un nouveau cadre pour le développement post 2015 est essentielle pour maintenir cet élan. Ce cadre devra être concerté avec l'ensemble des acteurs de la société civile, les populations et être mobilisateur pour faire des secteurs sociaux une priorité des politiques nationales. ●

MANIFESTATION

19 novembre, Journée mondiale des toilettes

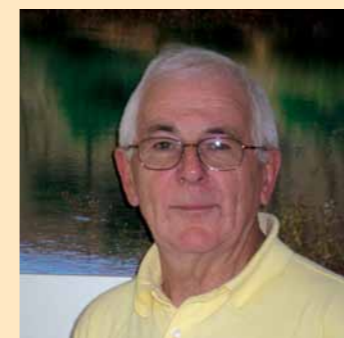


Si l'accès à l'eau est vital, l'absence d'accès à l'assainissement est un véritable fléau. Chaque année, les maladies hydriques liées au manque d'accès à l'assainissement sont responsables de 1,8 million de décès, dont 90% concernent des enfants de moins de 5 ans (il s'agit de la 2^e cause de mortalité).

L'accès à l'assainissement reste encore aujourd'hui trop souvent le parent pauvre des politiques publiques et des partenaires du développement. Or, cet accès contribue à réduire directement les maladies diarrhéiques et le paludisme, engendre une baisse de la mortalité infantile, améliore la santé maternelle, favorise la scolarisation des filles (souvent de corvée d'eau), renforce la place des femmes dans la société pour une plus grande égalité des genres et améliore la qualité de vie des populations. Selon l'OMS, l'atteinte de l'Objectif du millénaire pour le développement (OMD) pour

l'assainissement seul, permettrait d'économiser 66 milliards de SUS en temps, en maladies et dépenses médicales évitées, en gains de productivité au travail.
La journée mondiale des toilettes rappelle les défis à relever pour un accès à l'assainissement pour tous, pour le respect de la dignité humaine. En faire une priorité des budgets nationaux, ne plus construire aucun nouveau logement sans toilettes, mobiliser les partenaires du développement (bailleurs, collectivités, etc.) sont autant d'actions à mener pour faire de l'accès à l'assainissement une réalité pour tous. ●

Jean Fréoux, engagé depuis 30 ans avec Eau Vive



«**Mon engagement est un acte solidaire** des populations défavorisées dont je me sens proche, un combat pour plus de justice dans la répartition des richesses et des ressources entre les hommes.

Je m'engage parce que l'idée que seule une minorité puisse profiter des richesses de ce monde m'est insupportable. Fils de paysan, dès ma première mission au Sahel, je me suis senti proche des paysans les plus démunis, qui manquent de tout et souffrent cruellement du manque d'eau. Je fais campagne pour soutenir les laissés pour compte, afin qu'ils aient leur place et leur mot à dire dans la construction de la société, qu'ils s'organisent, se regroupent et deviennent un contre-pouvoir.

J'ai choisi de m'engager aux côtés d'Eau Vive pour la force des rencontres humaines avec ces hommes et ces femmes qui se battent, au Nord comme au Sud, pour une société plus juste, qui prennent leur destin en main pour faire avancer les choses.
Je me réjouis de ce qu'Eau Vive soit porteuse, aujourd'hui, de projets citoyens. Pour un vrai développement, l'action ne suffit pas; elle doit être portée par une vision, animée d'une âme. Pour moi, il est capital que l'action s'inscrive dans un projet de société.»

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

Joseph Teixido et le SIAEP* de Lescar engagés depuis 20 ans avec Eau Vive

Appui financier, débats, événements, le SIAEP soutient la cause d'Eau Vive.



*SIAEP: Syndicat intercommunal pour l'alimentation en eau potable

«En 1992, le SIAEP de Lescar (64), qui regroupe six communes et alimente 6 000 abonnés, a choisi de soutenir Eau Vive, et ce, bien avant la loi Oudin de 2005. C'est Germain, responsable de la communauté Emmaüs de Lescar, qui nous a fait connaître votre ONG. **À titre personnel, apporter un soutien à l'Afrique** et aux Africains me semblait naturel, tellement nous avons

spolié ce continent et ses habitants. La première fois, j'ai présenté un projet d'Eau Vive et après débat la décision de le soutenir a été prise à l'unanimité des délégués. Elle est renouvelée sans problème depuis vingt ans. Nous sommes tous fiers d'accompagner Eau Vive, que ce soit à l'occasion de la venue d'élus africains pour échanger ou en travaillant avec l'antenne locale Pau-Pyrénées

pour organiser la Rand'Eauvive. **Cette année, cette randonnée a regroupé** plus de 500 personnes, ce n'est pas rien. Par contre, je suis déçu que si peu de syndicats appliquent la loi Oudin et ne soutiennent pas de projets de développement. **Votre travail est un travail de militant et de fourmi.** Soyez exigeants et courageux! Merci encore à Eau Vive pour tout ce que vous nous apportez.»

«Le désir de s'engager pour les autres»

Joseph Teixido, 79 ans, président du SIAEP

Réfugié espagnol, il arrive en France avec sa mère et son frère à l'âge de 5 ans. Son père, agriculteur, est encore au front, avant d'être expédié en camp de concentration d'Argelès. C'est peut-être là qu'est né ce fort désir de s'engager pour les autres et surtout, de s'intéresser aux personnes différentes ou dans la souffrance.



EN BREF

À voir



«**Les moissons du futur: Les défis de l'agroécologie**» De Marie-Monique Robin
 Ce film vous invite à découvrir qu'il est possible de nourrir le monde sans pesticide et sans engrais chimique. DVD Arte Vidéo.

Au fil de l'eau
 Un tour du monde, dix reportages sur les relations entre les villes – 80% de la population mondiale en 2050 – et l'eau. C'est le projet de l'association Urban Alternative qui explore les problèmes d'approvisionnement, d'accès à l'eau potable, de Manille à Rio, de Los Angeles à Bangkok. www.urban-alternative.org

À lire



Eating Planet 2012
 Le premier rapport mondial sur les paradoxes du système agroalimentaire, la valeur culturelle de la nourriture, la tendance de la production et de la consommation, les effets sur la santé et sur l'environnement. www.edizioniambiente.it

APPEL AUX DONNS

BURKINA FASO, FRANCE, MALI, NIGER, SÉNÉGAL

Soutenons l'engagement citoyen en Afrique et en France



Les hommes, les femmes, les jeunes sont au cœur du développement de tout territoire. Ils y vivent, le façonnent et contribuent à son essor. Par ailleurs, les élus locaux ont la responsabilité d'assurer de meilleures conditions de vie pour tous (accès à l'eau, à l'assainissement, à l'alimentation...). **Afin que les politiques publiques répondent aux besoins locaux**, chaque habitant doit jouer son rôle de citoyen. Voter,

participer aux instances de décision... sont autant d'actions clés qu'il reste à s'approprier et à mener de manière structurée pour que la société civile soit représentée. Si les pays d'Afrique de l'Ouest sont engagés dans un processus démocratique, cette ouverture n'empêche pas la marginalisation importante de populations, notamment celle des femmes accaparées par les corvées domestiques et des jeunes pré-occupés par le manque d'emploi. Beaucoup reste à faire pour les amener à prendre conscience de leur rôle de citoyens dans la construction politique et le développement de leur territoire, dans un contexte de décentralisation récent et des élus

locaux nouvellement en place. En France, le défi est moins d'avoir accès à la citoyenneté, que de l'exercer pleinement. La société civile française doit se mobiliser pour exprimer sa vision et jouer un rôle de contre-pouvoir, afin de promouvoir la solidarité entre les populations et les territoires. Pour cela, elle doit s'impliquer dans l'élaboration et le suivi des politiques locales. **Soutenir le projet « citoyens engagés », c'est donner à chacun, en France comme en Afrique, les moyens de s'exprimer et d'être reconnu comme acteur responsable et actif dans la construction d'un monde plus juste et solidaire.** ●

Financement recherché :
150 000 €

Population concernée :
59 000 femmes/jeunes

Burkina Faso: 28 300; Mali: 10 400;
Niger: 9 400; Sénégal: 8 900; France: 2 000

Actions en Afrique

Former à l'éducation citoyenne

- Alphabétisation « citoyenne » des femmes.
- Formation des enseignants à l'éducation civique et mobilisation des jeunes.

Accompagner les démarches pour exercer sa citoyenneté

- Obtention des documents civils (acte de naissance, carte d'identité).
- Inscription sur les listes électorales.

Accompagner une citoyenneté active

- Soutien pour une participation aux instances de décision..
- Organisation de journées d'échange entre décideurs, femmes et jeunes sur les droits, les enjeux citoyens.
- Mobilisation: journée mondiale de la Femme (8 mars) et de l'Eau (22 mars).

Soutenir l'émancipation économique des femmes

- Fonds de crédit.
- Formation à la gestion.
- Réalisation de micro-projets.

Prévenir et gérer les conflits

- Identification et formation de médiateurs.
- Cellules de dialogue.

Actions en France

Promouvoir la solidarité à travers la mobilisation citoyenne

- Outils et argumentaires pour mobiliser les citoyens et dialoguer avec les élus pour des politiques et actions solidaires.
- Interpellation des élus à l'occasion des municipales de 2014 pour qu'ils s'engagent à développer des partenariats de coopération internationale.
- Conférences sur les enjeux de la citoyenneté et de la solidarité internationale.
- Mobilisation citoyenne pour les journées mondiales de l'Eau, de la Femme et la semaine de la Solidarité Internationale.



➤ **Eau Vive dispose du Label Ideas qui garantit son action en terme d'éthique, de gouvernance, de gestion et d'efficacité.**

OUI, je soutiens l'action d'Eau Vive

À retourner à **Eau Vive**: 27, rue Léon Loiseau — 93102 Montreuil Cedex

Je fais un don de: 20€ 40€ 60€ autre €
(Je règle par chèque bancaire ou postal à l'ordre d'Eau Vive)

Je choisis le don durable mensuel: 10€ 20€ autre €
(Je complète l'autorisation de prélèvement ci-contre)

Adhésion individuelle: 30€ (15€ adhésion Eau Vive nationale + 15€ adhésion Eau Vive)

Adhésion collective: 200€ (100€ adhésion Eau Vive nationale + 100€ adhésion Eau Vive)

Afrique: pour les adhésions en FCFA, contactez Eau Vive au Burkina Faso: (226) 50 30 75 75; au Mali: (223) 2020 02 11; au Niger: (227) 20 72 49 90; au Sénégal: (221) 33 951 35 24.

MME MLLE M.

NOM/PRÉNOM

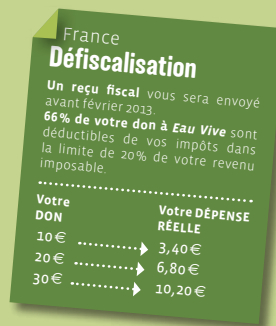
ADRESSE N°, BÂT., RUE

CODE POSTAL

VILLE

TÉLÉPHONE

EMAIL



N° compte RIB

Association bénéficiaire: Eau Vive, N° national d'émetteur: 517931

Autorise l'établissement teneur de mon compte à prélever directement, sur ce dernier, mon don mensuel en faveur de l'Association Eau Vive le 5 de chaque mois. Je pourrai suspendre cet accord à tout moment.

Fait à Le

Signature obligatoire

CNIL. Conformément à la loi n° 7817 du 6/01/1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification pour toute information vous concernant, figurant sur notre fichier, il suffit de nous écrire. Les informations qui vous concernent sont destinées à Eau Vive.

EVA n°53